

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LYON**

N° 1003875

M. Tiberiu-Stelian S
Mme Domnica-Laura C

M. Millet
Magistrat désigné

Audience du 20 juillet 2010
Lecture du 20 juillet 2010

38
-C-cv

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Lyon,

Le magistrat désigné,

Vu la requête, enregistrée le 22 juin 2010, présentée pour M. Tiberiu-Stelian S et Mme Domnica-Laura C élisant domicile chez M. à Villeurbanne (69100), par Mme Matricon ; M. S et Mme C demandent au Tribunal :

1°) de constater qu'aucune offre d'hébergement adaptée à leurs besoins et capacités ne leur a été faite par le préfet du Rhône dans le délai de six semaines à compter de la notification de la décision de la commission de médiation droit au logement opposable du département du Rhône du 16 mars 2010 qui a reconnu leur demande prioritaire et devant être satisfaite d'urgence ;

2°) d'enjoindre au préfet du Rhône de leur attribuer une place dans une structure d'hébergement, un établissement ou logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale dans un délai d'une semaine à compter de la notification du jugement à intervenir, sous astreinte de 300 euros par jour de retard ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 200 euros à verser à son conseil, sous réserve qu'il renonce au bénéfice de l'aide juridictionnelle ;

Ils soutiennent que depuis plusieurs années ils vivent dans des squatts avec leurs six enfants âgés de 2 à 11 ans dont les quatre aînés sont scolarisés à l'école élémentaire Jean Jaurès à Villeurbanne ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la décision en date du 16 mars 2010 de la commission de médiation droit au logement opposable du département du Rhône ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;

N° 1003875

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 modifiée, relative au droit au logement opposable ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu la décision du bureau d'aide juridictionnelle, en date du 25 juin 2010, admettant M. S. [REDACTED] et Mme C. [REDACTED] au bénéfice de l'aide juridictionnelle totale ;

Vu, en application de l'article R. 222-13 du code de justice administrative, la décision en date du 9 avril 2010 par laquelle le président du Tribunal a désigné M. Millet, magistrat délégué, pour statuer sur les litiges visés audit article l'habilitant, en vertu de l'article R. 778-1 du même code, à statuer sur les requêtes introduites en application de l'article L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation, assisté de Mme Delmas, greffier ;

Après avoir au cours de l'audience publique du 20 juillet 2010, présenté son rapport et entendu les observations de Me Penot, substituant Me Matricon, avocat des requérants, le préfet du Rhône n'étant ni présent, ni représenté ;

Sur la demande d'injonction sous astreinte :

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 : « ... III. - La commission de médiation peut également être saisie, sans condition de délai, par toute personne qui, sollicitant l'accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, n'a reçu aucune proposition adaptée en réponse à sa demande. La commission de médiation transmet au représentant de l'Etat dans le département la liste des demandeurs pour lesquels doit être prévu un tel accueil et précise, le cas échéant, les mesures de diagnostic ou d'accompagnement social nécessaires. / Dans un délai fixé par décret, le représentant de l'Etat dans le département propose une place dans une structure d'hébergement, un établissement ou logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale aux personnes désignées par la commission de médiation. (...) Les personnes auxquelles une proposition d'hébergement a été adressée reçoivent du représentant de l'Etat dans le département une information écrite relative aux dispositifs et structures d'accompagnement social présents dans le département dans lequel l'hébergement, le logement de transition, le logement-foyer ou la résidence hôtelière à vocation sociale est situé et, le cas échéant, susceptibles d'effectuer le diagnostic ou l'accompagnement social préconisé par la commission de médiation. IV. - Lorsque la commission de médiation est saisie d'une demande de logement dans les conditions prévues au II et qu'elle estime que le demandeur est prioritaire mais qu'une offre de logement n'est pas adaptée, elle transmet au représentant de l'Etat dans le département cette demande pour laquelle doit être proposé un accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale. IV bis. - Les propositions faites en application du présent article aux demandeurs reconnus prioritaires par les commissions de médiation ne doivent pas être manifestement inadaptées à leur situation particulière » ; qu'aux termes du II de l'article L. 441-2-3-1 du même code : « Le demandeur qui a été reconnu par la commission de médiation comme prioritaire et comme devant être accueilli dans une structure d'hébergement, un établissement ou logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale et qui n'a pas été accueilli, dans un délai fixé par décret, dans l'une de

N° 1003875

ces structures peut introduire un recours devant la juridiction administrative tendant à ce que soit ordonné son accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale. / Ce recours est ouvert à compter du 1^{er} décembre 2008. / Le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il désigne statue en urgence, dans un délai de deux mois à compter de sa saisine. Sauf renvoi à une formation collégiale, l'audience se déroule sans conclusions du commissaire du gouvernement. / Le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il désigne, lorsqu'il constate que la demande a été reconnue prioritaire par la commission de médiation et que n'a pas été proposée au demandeur une place dans une structure d'hébergement, un établissement ou logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, ordonne l'accueil dans l'une de ces structures et peut assortir son injonction d'une astreinte. / Le montant de cette astreinte est déterminé en fonction du coût moyen du type d'hébergement considéré comme adapté aux besoins du demandeur par la commission de médiation. / Le produit de l'astreinte est versé au fonds institué en application du dernier alinéa de l'article L. 302-7 dans la région où est située la commission de médiation saisie par le demandeur.» ; qu'enfin, aux termes de l'article R. 441-18 dudit code dans sa rédaction en vigueur à la date de la décision de la commission de médiation droit opposable au logement du département du Rhône du 5 janvier 2010 : « Lorsqu'elle est saisie au titre du III de l'article L. 441-2-3, la commission rend sa décision dans un délai qui ne peut dépasser six semaines. Le préfet propose, dans un délai de six semaines au plus à compter de la décision de la commission, une place dans une structure d'hébergement, un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale aux personnes désignées par la commission de médiation en application du III ou du IV de l'article L. 441-2-3. Passé ce délai, s'il n'a pas été accueilli dans l'une de ces structures, le demandeur peut exercer le recours contentieux défini au II de l'article L. 441-2-3-1. » ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la décision de la commission de médiation droit au logement opposable du département du Rhône en date du 16 mars 2010, après avoir constaté que M. S. [REDACTED] et Mme C. [REDACTED] étaient dépourvus de logement, a reconnu leur demande prioritaire et décidé qu'ils devaient être accueillis d'urgence dans une structure d'hébergement, un établissement ou logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale ; qu'il est constant que le préfet du Rhône ne leur a pas proposé de solution alors que leur famille comporte six enfants de 2 à 11 ans ; que, dans ces conditions, il y a lieu d'enjoindre au préfet du Rhône d'assurer l'hébergement de M. [REDACTED] et de sa famille composée de huit personnes ; qu'il convient, dans les circonstances de l'espèce, d'assortir cette injonction d'une astreinte, destinée, conformément à l'article L. 441-2-3-1 au fonds d'aménagement urbain institué en application de l'article L. 302-7 du même code, et d'un montant, compte tenu du coût moyen du type d'hébergement adapté aux besoins de la famille de M. S. [REDACTED] et du nombre de personnes, de 80 euros par jour de retard à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la notification du présent jugement ;

Sur les conclusions présentées au titre des frais non compris dans les dépens :

Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ainsi que des dispositions de l'article 37 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1991, et de mettre à la charge de l'Etat le versement à Me Matricon, conseil des requérants, la somme de 600 euros en remboursement des frais exposés, sous réserve que cette dernière renonce à percevoir la contribution de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle ;

N° 1003875

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est enjoint au préfet du Rhône d'assurer l'hébergement de M.Tiberiu-Stelian S [REDACTED] et de Mme Domnica-Laura C [REDACTED] ainsi que leur famille sous une astreinte, destinée, conformément à l'article L. 441-2-3-1 au fonds d'aménagement urbain de la région Rhône-Alpes, d'un montant de 80 euros (quatre-vingts euros) par jour de retard à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la notification du présent jugement.

Article 2 : Le préfet du Rhône communiquera au Tribunal, avant le 31 août 2010, la copie des actes justifiant des mesures prises pour exécuter le présent jugement.

Article 3 : L'Etat versera à Me Matricon, conseil de M. Tiberiu-Stelian S [REDACTED] et de Mme Domnica-Laura C [REDACTED] la somme de 600 euros (six cents euros) en application de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 et de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, sous réserve que cette dernière renonce à percevoir la contribution de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à M. Tiberiu-Stelian S [REDACTED], à Mme Domnica-Laura C [REDACTED] et au préfet du Rhône conformément aux dispositions de l'article R. 522-12 du code de justice administrative.

Copie sera adressée pour information à Me Matricon et au secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme auprès du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

Lu en audience publique le vingt juillet deux mille dix.

Le magistrat désigné,

Le greffier,

C. MILLET

C. DELMAS

La République mande et ordonne au secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme auprès du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,
Un greffier

